



RÉPUBLIQUE **FRANÇAISE**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ SYNDICAL

Syndicat mixte Artois Mobilités

Séance du vendredi 4 avril 2025

Le vendredi 4 avril 2025 à 10h00, les membres du comité syndical d'Artois Mobilités étaient réunis.

Régulièrement convoqué le 28 mars 2025

La présidence a été assurée par M. Laurent DUPORGE, président, assisté de Messieurs David THELLIER, 1er vice-président, Christophe PILCH, 2e vice-président et Alain DUBREUCQ, 3e vice-président.

Titulaire(s) présent(s) CABBALR (communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys romane): M. Bruno CHRÉTIEN;

M. Ludovic IDZIAK; M. Daniel LEFEBVRE; M. Jean-Marie MACKE; M. David THELLIER CAHC (communauté d'agglomération de Hénin-Carvin); M. Daniel MACIEJASZ; M. Charly MÉHAIGNERY; M. Christophe PILCH

Vote autorisations de programme et de ses crédits de paiement (Point 5)

CALL (communauté d'agglomération de Lens-Liévin) : M. Pierre CHÉRET ; M. Alain DUBREUCQ ; M. Laurent DUPORGE; M. Abdeljalil IDYOUSSEF

Titulaire(s) absent(s) / excusé(s)

CABBALR: M. Julien DAGBERT; M. Jean-Pierre SANSEN

CAHC: M. Steeve BRIOIS; Mme Valérie BIEGALSKI; Mme Valérie CUVILLIER; M. Philippe KEMEL

CALL; M. Daniel KRUSZKA; Mme Martine CHWICKO

RÉSULTAT DU VOTE:

Suppléant(s) présent(s)

CABBALR: Mme Sophie DUBY; M. Bertrand LELEU

CAHC: M. Bernard DELIERS CALL: Mme Samia SADOUNE

20 Nombre de titulaires présents :

présents :

4

Nombre de titulaires

en exercice:

Suppléant(s) absent(s) / excusé (s)

CABBALR: M. Bernard DELETRE; M. Michel DASSONVAL; M. Maurice LECOMTE; M. Jacques 12 SWITALSKI; M. Gaëtan VERDOUCQ Nombre de suppléants

CAHC: Mme Kataline BIGOTTE; M. Marcello DELLA FRANCA; M. Régis DELATTRE; M. Alain MASSON; M. Christopher SCZUREK; Mme Inès TAOURIT

CALL: M. Alain BAVAY; M. Laurent DUCAMP; Mme Nadine DUCLOY; M. Joachim GUFFROY; M. Stéphane SIKORA; M. Bruno TRONI

Nombre de suppléants votants:

Pouvoir(s):

Pouvoirs: Madame Valérie CUVILLIER a donné pouvoir à M. Pierre CHÉRET

Nombre total de votants: 17

Secrétaire de séance : M. Daniel LEFEBVRE

Administration: Paskal BARBELETTE; Quentin DENOYELLE; Benoît DESCAMPS; Stéphanie HUBINET; Donia CHLEBOWSKI; Fabrice SIROP

LE COMITÉ RAPPELLE que conformément aux articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Lille peut

être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa notification

et/ou de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de

Suppléances : Mme Valérie BIEGALSKI a été suppléée par M. Bernard DELIERS ; M. Julien DAGBERT a été

suppléé par Mme Sophie DUBY; M. Jean-Pierre SANSEN a été suppléé par M. Bertrand LELEU.

Accusé de réception du contrôle de légalité

Le: 09/04/2025

Publication Le: 09/04/2025 recours contentieux qui recommencera à courir soit : - À compter de la notification de la réponse d'Artois Mobilités ;

- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse pendant ce délai

Certifié exécutoire Le: 09/04/2025

2025/18/CS



DÉLIBÉRATION DU COMITÉ SYNDICAL

Objet : Vote des autorisations de programme et de ses crédits de paiement

Le comité syndical,

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT);

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Considérant que conformément à l'article L.2311-3-I du CGCT, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement ;

Considérant que les autorisations de programme (AP) sont définies comme la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement des investissements ;

Considérant que les crédits de paiement (CP) correspondent à la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AP correspondantes ;

Considérant que les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement correspondantes ;

Considérant que les autorisations de programme et d'engagement concourent à une meilleure transparence et à une sincérité accrue du budget ;

Vu l'exposé du président,

Et après en avoir délibéré,

<u>Article 1^{er}</u>: **DÉCIDE** la création, la modification ou encore le report des autorisations de programme présentées en annexe.

Résultat du vote:

Abstention(s):

1

Pour:

S

Contre:

0

Fait et délibéré le 4 avril 2025 Pour extrait certifié conforme. Laurent DUPORGE
Président d'Artois Mobilités

2025/18/CS